



C L I N I Q U E
DROITDECITÉ

RAPPORT ANNUEL 2022-2023






TABLE DES MATIÈRES

Mot de l'équipe	3
Mission, vision et valeurs.....	4
Structure de l'organisme	6
Vie associative	13
Service d'accompagnement	15
Sensibilisation, information et mobilisation	17
Représentation et concertation	20
Vie interne.....	20
Partenariats	21
Dans les médias.....	23



MOT DE L'ÉQUIPE

Nous ne pouvons faire une rétrospective de l'année 2022-2023 sans mentionner le retrait des mesures sanitaires, qui a eu un impact majeur sur les populations marginalisées. On peut affirmer que la Covid aura contribué à creuser davantage le gouffre des inégalités sociales. En effet, force est de constater que, malgré que les symptômes physiques soient, pour la plupart, choses du passé, ne restent pas moins que les symptômes sociaux sont encore visibles et vécus. Notre mobilisation continue toutefois et nos objectifs face aux luttes sociales se définissent.

Cette année, également, nous avons assisté au retrait des masques procéduraux : les visages se dévoilent enfin et de nouveaux visages se découvrent! En effet, l'équipe de Droit de cité s'agrandit et compte désormais deux organisatrices communautaires ainsi que deux postes intervenant.e.s stables! Bien que des défis d'adaptation se soient présentés, Droit de cité en ressort plus forte et outillée à accomplir son mandat. Notamment, elle a poursuivi son travail d'accompagnement des personnes dans la régularisation de leur situation juridique, et ce, toujours dans l'accueil et l'ouverture. Il est malheureux de constater que l'itinérance demeure surreprésentée dans les statistiques judiciaires, et que l'appauvrissement des populations vulnérables gagnent du terrain. Droit de cité reste fidèle à ses engagements et ne cesse d'évoluer dans son mandat de défense des droits.

D'ailleurs, cette année, nous avons pu assister au retour de la Clinique dans les milieux (Café-Rencontre, L'Engrenage, YMCA, Lauberivière, etc.) avec les kiosques d'information, de sensibilisation ainsi que les formations données aux personnes marginalisées ainsi qu'aux intervenant.e.s du milieu communautaire. Notre voix porte même jusqu'au conseil de ville comme aux représentations citoyennes. De l'un, la vision du profilage social se consolide et de plus en plus d'acteurs et d'actrices sont sensibilisé.e.s à cet enjeu qui touche les populations que l'on accompagne. De l'autre, la cohabitation sociale et les services offerts aux personnes vulnérables du quartier Saint-Roch, notamment en période de grand froid, sont des soucis prenants. Droit de cité est de plus en plus sollicitée pour collaborer avec ses partenaires afin d'offrir une ville inclusive à tous.tes!

Enfin, que serait le milieu communautaire sans ses sempiternelles recherches de financement. Les membres de l'équipe de Droit de cité ont travaillé de concert dans le but de trouver, maintenir et sécuriser des sources de financement afin d'assurer le même bon service offert aux participants et aux participantes.

La Clinique souligne la persévérance des personnes qu'elle accompagne face aux injustices sociales qu'ils vivent au quotidien. Comme parfois les mots justes sont les mots dits, on le répète, Droit de cité est un lieu d'accueil pour les personnes voulant entreprendre les démarches pour régulariser leur situations judiciaires et, parfois, exprimer leur colère et mécontentement face aux systèmes qui les excluent.

Nous terminons en exprimant notre solidarité aux personnes marginalisées ainsi qu'aux différents acteurs et actrices du milieu. Ensemble, nous sommes plus fort.e.s. Merci de nous offrir votre confiance et votre soutien pour une année supplémentaire!

L'ÉQUIPE DE LA CLINIQUE DROIT DE CITÉ



MISSION

Fondée en 2015, la Clinique Droit de cité a pour mission d'accompagner les personnes dites marginalisées dans la régularisation de leur situation judiciaire (pénale et criminelle) et dans la défense de leurs droits. La Clinique Droit de cité offre également des formations aux personnes dites marginalisées ainsi qu'aux intervenants sociaux sur la procédure pénale et les interventions policières.

VISION

L'organisme aspire à participer à une société aux valeurs égalitaires dépourvue de discriminations basées sur le statut social des individus. Son but est de favoriser l'occupation égalitaire de l'espace public sans que les citoyen.ne.s n'aient à craindre d'être judiciarisé.e.s en raison de leur situation sociale. Pour y arriver, la Clinique aborde les enjeux dont elle traite de manière holistique et systémique de sorte à travailler autant sur les causes que sur les conséquences des situations qu'elle dénonce. Enfin, elle a une vision respectueuse et empathique de ses participant.e.s. Elle est d'avis que c'est à eux et elles de faire leur propre chemin et souhaite les y accompagner entre autres en développant leur empowerment (pouvoir d'agir).

Dignité humaine

L'approche, les actions et les revendications de Droit de cité sont toutes guidées par cette valeur. Son approche, parce que chaque participant est considéré et accompagné avec le respect qui est dû à un humain; ses actions, parce qu'elles permettent aux participant.e.s de retrouver ce sentiment de dignité; ses revendications, parce qu'elles visent à s'assurer que les autorités, dans leurs choix politiques et leurs actions, considèrent et protègent la valeur intrinsèque de chaque individu.

Justice sociale et solidarité

La justice sociale implique pour la Clinique Droit de cité une solidarité collective. Elle reconnaît la grande influence des divers enjeux sociaux dans le phénomène de l'itinérance, qu'elle refuse d'envisager comme le résultat d'une responsabilité individuelle. L'organisme estime plutôt que la société doit être solidaire des personnes marginalisées. Par ses interventions auprès des participant.e.s, mais également auprès des décideurs et de la société civile, l'organisme travaille pour mettre fin aux inégalités vécues par les personnes en situation d'itinérance et établir une réelle égalité des chances. L'organisme s'attaque aux causes et aux conséquences des réalités côtoyées. Il conscientise les participant.e.s, sensibilise et implique la population et le milieu communautaire dans ses luttes, en plus d'agir auprès des acteurs décisionnels de la Ville de Québec et de la Province.

Pluralité

Droit de cité travaille quotidiennement avec la différence, qu'elle accepte et valorise. Cette valeur permet aussi d'évoquer la diversité de nos tactiques et la globalité de nos approches. Elle vise à rétablir une saine autonomie des personnes en situation de marginalité dans leur communauté, en faisant fi du diagnostic médical ou social.

Inclusion sociale

Droit de cité œuvre en vue d'une meilleure inclusion sociale des personnes en situation d'itinérance en les aidant à régulariser leur situation juridique et en sensibilisant la société aux enjeux qu'elles vivent. L'établissement d'un lien social est au cœur de l'action de l'organisme, qui comprend que le sentiment d'appartenir à une communauté, d'y être accepté et valorisé est un facteur important de fonctionnement social et d'épanouissement.

Coopération

Droit de cité veut travailler en collaboration avec les acteurs de la Ville de Québec, les autres organismes communautaires et les citoyens. L'organisme cherche à développer une réelle adhésion de ces acteurs aux valeurs qu'elle défend et aux luttes qu'elle mène en vue d'obtenir des résultats durables.

STRUCTURE DE L'ORGANISME

Membres

La Clinique Droit de cité (CDC) compte 122 membres, parmi lesquels 104 sont membres sympathisant.e.s, 7 sont membres participant.e.s, et 10 sont membres collectifs. Les membres collectifs sont:

- Alter Justice
- Centre Femmes aux 3A de Québec
- Clinique Droits Devant
- Table de quartier l'Engrenage Saint-Roch
- Ligue des droits et libertés – section Québec
- PECH
- Point de Repères
- Projet Intervention Prostitution Québec (PIPQ)
- Société Saint-Vincent-de-Paul de Québec
- Syndicat des professeurs du Cégep de Sainte-Foy

Conseil d'administration

En 2022-2023, la composition du conseil d'administration de la Clinique Droit de cité a quelque peu changé. Nous avons accueilli Martin Lebel, lors de la dernière assemblée générale annuelle en juin 2022. Les administrateurs et administratrices de la Clinique Droit de cité de cette année sont :



Jean Claude Bernheim (Président)



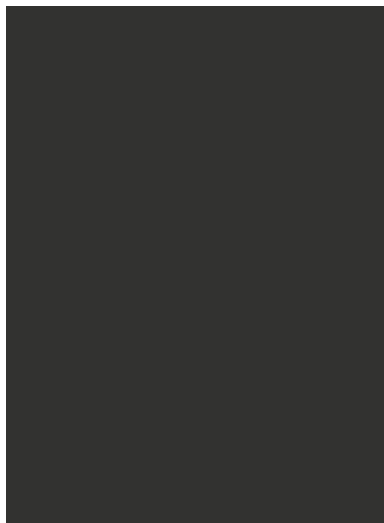
Denis Bélanger (Vice-président)



Maude Cloutier (Trésorière)



Martin Lebel (Secrétaire)



Christine Dusablon (Administratrice)

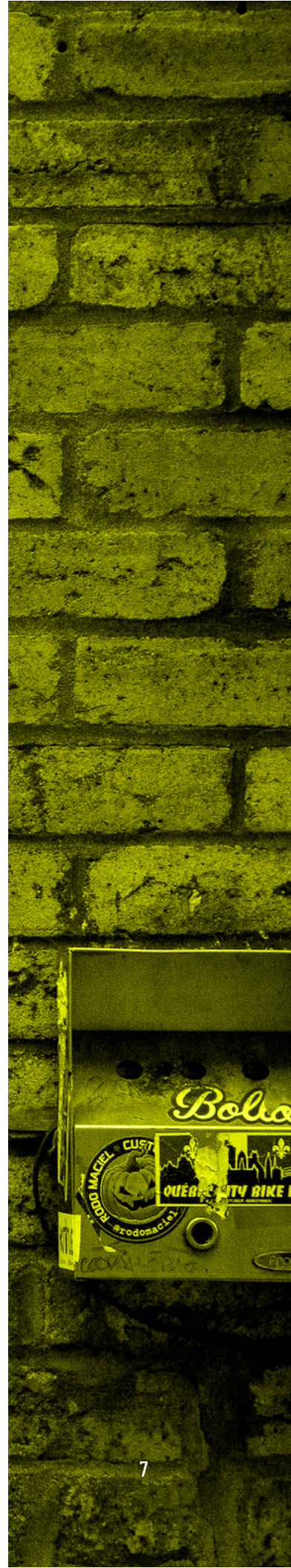


Maude Goutier-Massey (Administratrice)



Joannie Corriveau (Administratrice)

Nous remercions les membres du conseil d'administration (CA) pour leur temps précieux qu'ils nous offrent bénévolement. Cela se traduit, entre autres, par les dix rencontres du conseil d'administration CA tenues, leur présence dans nos comités internes et leur implication générale tout au long de l'année.

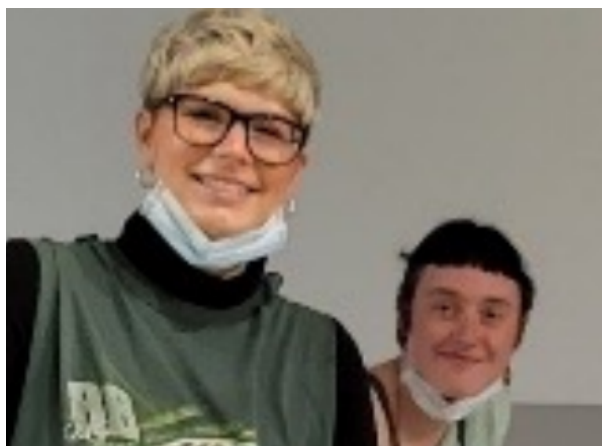


Équipe de travail



Cette année, beaucoup de changements ont marqué l'équipe de travail de la Clinique Droit de cité. Le départ de quelques collègues et l'arrivée de nouvelles personnes ont rythmé le dynamisme de la Clinique. Il y a eu le départ de Frédéric Côté au poste de la coordination à l'été 2022 et celui d'Alex Tremblay au poste d'organisateur communautaire à l'automne 2022, qui nous ont bien chagrinés. Toutefois, nous avons travaillé fort afin de trouver les meilleures personnes pour compléter notre équipe de feu! La venue de Chloé Proulx comme stagiaire en administration et comptabilité au printemps 2022 fût suivie par son passage au poste d'été à l'organisation communautaire. Elle a été nommée subséquemment au poste de la coordination suite au départ de Frédéric. Josiane Mondou, qui était à l'intervention à temps plein depuis 2017, a quitté pour une année afin de développer un projet de défense de droit du logement et de l'aide sociale dans un autre organisme communautaire. Tout de même, elle aura soutenu l'équipe de CDC à raison d'une journée par semaine et elle sera de retour à temps plein dès mai 2023, enrichie de nouvelles expériences. En mai 2022, il y a eu le retour de Mégane Bourgeois (qui avait effectué son stage en 2019-2020) dans l'équipe et en août 2022, l'arrivée de Marc-Antoine G. Cloutier, tous deux très motivé.e.s et emballé.e.s d'occuper les postes d'intervention sociale. Avec la subvention de Vers un chez soi et des Alliances nous avons pu engager pas une, mais bien deux personnes pour l'organisation communautaire. C'est suite à cette situation financière que Maëva De la Héronnière et Sabryna Boulanger nous ont rejoint en novembre 2022 dans l'objectif de poursuivre l'important travail de mobilisation et d'action collective soutenu précédemment par Alex. Par ailleurs, nous avons eu l'opportunité de travailler avec Sandra Blouin pour un contrat d'octobre jusqu'à la fin décembre. Sandra fait du bénévolat depuis longtemps à la Clinique Droit de cité pour nos communications. Elle nous a donc accompagné pendant ce contrat à réviser et construire des outils à cet effet. Nous avons également accueilli Josée Brassard pour un contrat d'archivistique en janvier 2022. Elle fut d'une grande aide pour nous soutenir vers notre passage au numérique.

Les personnes salariées qui ont fait partie de l'équipe de travail cette année sont :



Alex Tremblay, organisateur communautaire
Automne 2021 à automne 2022



Frédéric Côté, coordonnateur
Été 2020 à été 2022



Chloé Proulx, Coordonnatrice



Josiane Mondou, intervenante sociale



Marc-Antoine G. Cloutier, intervenant social



Mégane Bourgeois, intervenante sociale



Maëva De la Héronnière, organisatrice communautaire



Sabryna Boulanger, organisatrice communautaire



Sandra Blouin, contrat en communication



Josée Brassard, contrat d'archivistique



Gabrielle Poirier, intervenante
Jusqu'à été 2022



Cette année encore, la Clinique Droit de cité s'est présentée comme étant le lieu privilégié de quelques étudiant.e.s en travail social pour y effectuer leur stage. Nous avons donc eu la chance d'accueillir pour la session d'automne 2022 et d'hiver 2023 Annie Aubin comme stagiaire au baccalauréat en travail social à l'Université Laval. Nous la remercions pour ses beaux apprentissages et son excellent travail parmi nous.



De plus, notre collaboration avec Accès savoir de l'Université Laval nous a permis de travailler depuis l'automne 2022 avec Alexandre Béland-Ouellette, étudiant au doctorat à l'Université d'Ottawa.

Bénévoles



Encore cette année, deux bénévoles se sont particulièrement démarqué.e.s du fait de leur grande disponibilité et de leur expertise mise à contribution dans la poursuite de la mission de la Clinique Droit de cité. Leur soutien est grandement apprécié, voire essentiel. Premièrement, soulignons l'important travail bénévole qu'effectue Me Florence Boucher-Cossette depuis plusieurs années auprès de participant.e.s de la Clinique Droit de cité. Elle est là pour leur conseiller une défense et pour le respect des droits des participant.e.s. Elle est bien connue et très estimée des personnes qu'elle défend. Elle fait preuve de beaucoup d'écoute et d'ouverture auprès des personnes qu'elle conseille, en plus d'offrir des réponses toujours claires, pertinentes et surtout aidantes, en matière juridique. Cette année, Me Boucher-Cossette a réalisé une trentaine de rencontres au bureau de la Clinique Droit de cité pour offrir ses conseils. C'est de son temps bénévole qu'elle a offert; ces rencontres à intervalle de plus au moins deux semaines pour environ 35 heures de rencontres cette année. Ceci sans compter sa disponibilité pour répondre aux questions lui étant adressées par courriel ou au téléphone en dehors de ces périodes de présence!



Deuxièmement, nous souhaitons reconnaître l'importante contribution de Sandra Blouin au niveau du travail des communications. Elle fut très motivée à travailler avec nous lors de son contrat, et bien qu'il soit fini, elle s'implique encore bénévolement pour offrir son aide à l'équipe. Sandra a beaucoup d'expérience et d'expertise au niveau des communications, et c'est pourquoi cette année elle a notamment accompagné certain.e.s membres de l'équipe de travail dans leur préparation en vue des rencontres avec des candidat.e.s aux élections municipales. Sandra a aussi offert une formation aux membres de l'équipe de travail sur les communications afin de retravailler le cahier de position, l'ADN de l'organisme et un canevas de travail pour notre infolettre et la page Facebook.

Enfin, ce sont aussi plusieurs autres personnes qui, encore cette année, ont contribué au rayonnement de la Clinique Droit de cité, notamment en participant à la vie démocratique de l'organisme, en se mobilisant contre les injustices vécues par les personnes profilées, et en répondant présent.e.s lors des actions visant à mettre un terme aux discriminations vécues par les personnes dites marginalisées ou qui sont en situation d'itinérance. Un énorme merci à toutes ces personnes!

VIE ASSOCIATIVE

L'assemblée générale annuelle

L'assemblée générale annuelle est un moment fort important dans la vie démocratique et associative de l'organisme. C'est l'occasion pour les membres, au-delà de mieux se connaître, d'en savoir plus sur les actions et les services de la Clinique Droit de cité, de saisir les opportunités d'implication et de mobilisation, de prendre part aux discussions quant aux orientations, en plus de s'approprier le plan d'action.

Cette année, après deux éditions complètement virtuelles, certains membres ont enfin pu se réunir en présentiel! Le 20 juin 2022 étaient donc réunis, en mode hybride, 16 membres et 5 personnes observatrices (non-membres). Merci à tous ceux et celles qui ont été présent.e.s et n'ont pas hésité à poser leurs questions et partager leurs idées.



Activité de reconnaissance des bénévoles

Afin de remercier les bénévoles qui s'impliquent à la Clinique, l'équipe de travail a organisé, en juillet 2022, une activité de reconnaissance pour les bénévoles. Les bénévoles et l'équipe de travail ont tissé des liens lors d'une soirée de quilles. Ce fut aussi l'occasion pour l'équipe de travail de remettre un petit cadeau à chaque bénévole en guise de remerciement de leur travail.

Lac-à-l'épaule et party de Noël

La fin des périodes de confinement a permis aux membres du conseil d'administration et de l'équipe de travail de se réunir, le 21 janvier 2023, pour le Lac-à-l'épaule qui devait avoir lieu en 2020, mais avait dû être annulé avec le début de la pandémie. Ce fut l'occasion de discuter de la gestion horizontale et de prendre des décisions par rapport aux différents modes de fonctionnement de l'organisme. Valérie Néron, de l'organisme Code Opale, a aussi réalisé un atelier sur la gestion horizontale avec toute l'équipe et a écouté certaines discussions afin de proposer un plan d'action pour l'amélioration de la gestion au sein de la Clinique. Le lac-à-l'épaule a donc permis de débiter un travail de longue haleine qui aura pour objectifs de compléter les politiques utilisées par la Clinique et de préciser certaines façons de faire.

Après une longue journée de travail, les membres du conseil d'administration, l'équipe de travail et les bénévoles se sont réunis pour un souper de Noël à la pizzeria 900. Un beau moment pour renforcer les liens dans l'équipe!



Les rencontres du conseil d'administration

Le conseil d'administration de la Clinique Droit de cité, ce sont 7 personnes engagées et mobilisées dans une mission qui leur tient à cœur. Ce sont des personnes avec des expertises et des expériences diversifiées qui enrichissent la discussion et les prises de décision.

Ce sont surtout des personnes qui s'engagent bénévolement et sont présentes pour faire vivre l'organisme et voir à son plein développement. Concrètement, cette année, les membres du conseil d'administration se sont réuni.es à dix reprises lors de rencontres régulières et exceptionnelles, tant pour permettre de faire les suivis nécessaires que pour prendre les décisions qui s'imposent. Au-delà des rencontres planifiées à l'agenda, les membres du conseil d'administration se montrent disponibles pour répondre aux imprévus ou aux urgences, soit par courriel, par téléphone ou en se déplaçant au bureau. Merci aux administrateurs et administratrices de la Clinique Droit de cité pour leur engagement et surtout pour leur rigueur, leur constance et tout le sérieux qu'ils et elles mettent dans l'accomplissement de leur rôle.

Le travail des comités

• Comité RH

La Clinique Droit de cité se développe d'année en année, et l'équipe de travail s'agrandit. Même si l'organisme fonctionne bien à partir d'un mode de gestion à tendance davantage horizontale, et dans lequel on mise et on s'appuie sur des principes d'autonomie, de leadership partagé et de démocratie, des défis surviennent et exigent une réflexion constante quant à notre mode de gestion.

Le comité RH, pour « ressources humaines », mis sur pied l'année dernière, a été très présent toute l'année afin de combler certains besoins de l'équipe de travail. Le comité RH a non seulement répondu aux besoins

ponctuels en ressources humaines, mais il a aussi aidé à la préparation du Lac-à-l'épaule et a été présent lors des processus d'embauche.

• Comité AGA

La planification, l'organisation et la réalisation de l'assemblée générale annuelle exigent un travail collectif et un partage des tâches et responsabilités. Cette année encore, un comité AGA a été mis sur pied pour mieux coordonner le tout. Le comité AGA, composé de quatre membres de l'équipe de travail, s'est réuni deux fois pour établir la liste des tâches et responsabilités, en plus de mettre en commun nos ressources et nos idées pour dynamiser l'animation.

SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT

Cette année, l'équipe d'intervention a été marquée par beaucoup de mouvements, des arrivées, des départs, des stagiaires, etc., ainsi que l'entrée dans le numérique pour les notes évolutives et l'outil statistique. Ces changements occasionnent un temps d'adaptation, mais l'équipe s'est toutefois assurée d'offrir le même service de qualité aux personnes dites marginalisées. Notamment, en se rendant dans les milieux afin de réaliser des interventions et des kiosques. L'équipe, étant désormais formée de 2 intervenant.e.s et d'une stagiaire, répond de mieux en mieux à l'achalandage des derniers mois.

Du 1er avril 2022 au 31 mars 2023, ce sont 153 personnes qui ont bénéficié des services de la Clinique Droit de cité. Parmi ces personnes, 73 faisaient appel à nos services pour la première fois. Cette année encore, on peut observer une majorité d'hommes qui sont passés par nos services en raison de 68 % et de 32 % chez les femmes. La tranche d'âge la plus représentée dans les personnes qui bénéficient de nos services est celle des 36-64 ans.

Tableau des interventions

Toutes les interventions réalisées à la Clinique Droit de cité sont comptabilisées. Certaines interventions ci-dessous peuvent concerner un.e même participant.e. Il est à noter que depuis la mise à jour de nos outils numériques, et dans une volonté de rapporter plus fidèlement les interventions réalisées, certaines catégories d'intervention sont ajoutées et figureront sur le prochain rapport d'activité.

Types de réalisations	Nombre
Sorties de dossiers	
Sorties de dossiers à la cour municipale de Québec	50
Sorties de dossiers dans d'autres cours municipales du Québec	8
Sorties de dossiers au Palais de Justice	23
Suivis des sorties de dossiers	77
Informations	
Informations données aux intervenant.es	133
Informations données aux personnes dites marginalisées	310

Prises d'ententes et suivis	
Envoie d'un plaidoyer de culpabilité	7
Prises d'entente de paiement à la cour municipale de Québec	11
Prises d'ententes de paiement au Palais de Justice de Québec	0
Prises d'entente de paiement à la cour municipale d'autres villes	4
Prises d'entente de travaux compensatoires à la cour municipale de Québec	4
Prises d'entente de travaux compensatoires au Palais de Justice de Québec	3
Prises d'entente de travaux compensatoires dans d'autres villes du Québec	4
Accompagnement au YMCA	0
Suivis d'entente de travaux compensatoires	6
Suivis d'entente de paiement	20
Programme IMPAC de la ville de Québec	
Accompagnements sur le programme IMPAC	95
Inscriptions de participant.e sur le programme IMPAC	15
Suivis concernant des démarches sur le programme IMPAC	175
Contestations de contraventions	
Envoi d'un plaidoyer de non-culpabilité	40
Envoi d'une demande de divulgation de la preuve	19
Accompagnement à la cour municipale de Québec pour contestation	3
Suivis concernant une contestation	70
Déontologie policière	
Aide à la rédaction d'une plainte en déontologie policière	4
Suivis concernant des démarches en déontologie policière	27
Aide juridique	
Contacts avec l'Aide juridique pour un.e participant.e	11
Suivis auprès de l'Aide juridique pour un.e participant.e	17
Accompagnements à une rencontre avec l'Aide juridique	15
Autres	
Références vers un autre organisme	63
Suivis de courrier pour un.e participant.e	106
Accompagnement divers	63
Total	1002



SENSIBILISATION, INFORMATION ET MOBILISATION

Mise à jour des formations

En janvier 2023, Sabryna a annoncé la reprise des formations de la Clinique! En effet, en raison de la pandémie et surtout du manque de temps pour la petite équipe de travail, les formations n'avaient que peu été données et autant l'équipe que les organismes attendaient ce retour! Pour rappel, la Clinique offre deux formations, soit une sur les interventions policières, une sur la gestion du dossier judiciaire et pour finir une présentation des services de Droit de cité. Quant à la formation sur les interventions policières, elle a été mise à jour et bonifiée par Chloé et Maëva et toutes les informations ont été vérifiées et validées lors d'une rencontre avec le SVPQ.

Mise à jour du matériel de sensibilisation et d'information

Cette année, nous avons remis à jour nos dépliants et nos affiches. Nous avons fait des dépliants de nos services généraux, des dépliants pour les commerçant.e.s et les résident.e.s de St-Roch. Nous avons fait des affiches portant sur la déontologie policière, les ressources juridiques et la gestion de contraventions. Dans le cadre de nos kiosques et formations, nous sommes soucieux d'offrir des outils et du matériel de sensibilisation/d'information d'actualité.

Développement d'une formation pour les commerçants

À l'organisation communautaire, une formation pour les commerçants a été créée, mais cette dernière n'a pas encore été offerte. Nous allons donc discuter avec les divers milieux communautaires afin de voir ce qu'ils offrent comme formations aux commerçants. À la suite de nos discussions, l'équipe de la Clinique Droit de cité se concertera afin de prendre une décision au sujet de la distribution de cette formation au grand public.

Atelier créatif

Au début de l'année 2023, Droit de cité a mis en place un projet d'ateliers créatifs qui ont pour objectifs de créer un exutoire pour les personnes dites marginalisées et de démystifier ensemble des enjeux vécus. Pour le premier atelier, qui a eu lieu le 15 mars dernier au Dôme du Centre Jacques Cartier, nous avons abordé les thèmes de la cohabitation et du profilage social au travers d'une activité de collage.

Ce projet se poursuit et sera évolutif quant aux thèmes abordés et activités de création choisies selon les envies et besoins des participant.e.s.

Des kiosques à travers les organismes

La clinique Droit de Cité a eu l'occasion de faire plusieurs kiosques de sensibilisation et d'information. En voici un portrait :

- Kiosque de sensibilisation à la Nuit des sans-abris, le 21 octobre 2022.
- Kiosque d'information à Lauberivière, le 22 février 2023.
- Kiosque de sensibilisation au Patro Laval, le 11 mars 2023.
- Kiosque d'information au Projet Intervention Prostitution Québec (PIPQ), le 29 mars 2023.
- Kiosque de sensibilisation au cégep Sainte-Foy, le 5 avril 2023.
- Kiosque d'information au Café Rencontre Centre-Ville, le 26 avril 2023.

Participation aux manifestations et mobilisations

L'équipe de la Clinique Droit de cité a le désir de s'impliquer et de soutenir les différentes causes et luttes sociales qui concernent nos participant.e.s que ce soit par notre présence aux mobilisations ou en prenant part à l'organisation de ces événements.

22 AVRIL 2022 - JOURNÉE DE LA TERRE :

La Clinique Droit de cité s'est mobilisée pour la journée de la Terre, qui s'est déroulée à la Banque Royale du Canada à Québec. Cette action dénonçait les impacts de notre fonctionnement économique sur la qualité de vie de la population autant au niveau social qu'environnemental.



22 JUILLET 2022 - SIT IN CARRÉ-LÉPINE :

Nous avons organisé une activité de mobilisation afin de réagir aux enjeux en lien avec les « opérations nettoyage », qui consiste à nettoyer les rues des quartiers et de répondre aux plaintes émises par les citoyen.n.es au sujet de lieux nécessitant un nettoyage. Lors d'une de ces opérations nettoyage, des citoyen.ne.s ont été forcés de quitter les lieux, notamment, en jetant les effets personnels de plusieurs personnes et en les menaçant d'émettre des constats d'infraction et même l'emprisonnement s'ils se retrouvaient encore à cet endroit. Ainsi le 22 juillet 2022 et les vendredis suivants, nous avons invité les personnes à venir dîner au Carré Lépine afin de dénoncer ces pratiques discriminatoires.

21 DÉCEMBRE 2022 - LETTRE OUVERTE : POUR QUE PERSONNE NE MEURE DE FROID, LE COMMUNAUTAIRE SE SERTRE LES COUDES (RAIIQ COMITÉ STRATÉGIE ET ACTION)

Lors de l'AGS du RAIQ, le 5 décembre 2022, il a été proposé de former un comité de stratégie et action qui serait porté par

le RAIQ. Suite à cette volonté, les membres du RAIQ ont été appelés à se rencontrer, afin de se consulter pour porter une action concrète aux vues de la situation, soit les inquiétudes en ce début d'hiver et l'essoufflement du milieu communautaire. La Clinique a participé et appuyé l'écriture d'une lettre ouverte, parue le 21 décembre 2022, dans laquelle le RAIQ sollicitait l'appui du gouvernement et dénonçait la situation alarmante, notamment concernant les mesures hivernales qui, une fois de plus, étaient loin d'être suffisantes.

22 DÉCEMBRE 2022 - CONSEIL MUNICIPAL :

C'est à la suite de diverses rencontres, organisées par Sabryna, que s'est créé un espace d'échange et de partage entre un groupe de citoyen.ne.s, de travailleur.e.s communautaires et de personnes vivant ou ayant vécu de l'itinérance. Ces échanges ont permis de constater que tous.les partageaient un sentiment de colère et d'indignation vis-à-vis la réalité des personnes en situation d'instabilité résidentielle pendant la saison froide et il fallait se faire entendre. La première action de ce groupe fut une prise de parole au conseil municipal le 22 décembre 2022. Ce groupe citoyen s'est uni et a mobilisé la période de questions avec la même question posée au Maire : « Qui portera le blâme lorsque des gens vont mourir de froid cet hiver? ». Cette action a suscité l'attention de plusieurs médias et acteurs, mais a surtout permis à ce groupe d'adresser son indignation et ses inquiétudes directement aux acteurs concernés afin de s'assurer qu'elles soient bien entendues. Les membres du groupe en sont ressortis apaisés; ce fut un bel exutoire avant d'amorcer la période des Fêtes.

7 FÉVRIER 2023 - CONSEIL MUNICIPAL :

Notre collègue Sabryna s'est présentée à la période de questions afin de confronter le Maire, Bruno Marchand, au sujet des pratiques de profilage social et de judiciarisation de l'itinérance qui sont au cœur des pratiques policières de la ville de Québec.

22 FÉVRIER 2023 - GRÈVE DU COMMUNAUTAIRE :

L'équipe de la Clinique Droit de cité a participé à la grève du communautaire le 22 février 2022, organisée par le RÉPAC 03-12. La grève a été utilisée dans le but de faire saisir l'urgence de la situation au sujet de la diminution nécessaire des inégalités et d'aider particulièrement les populations plus à risque de subir les conséquences de la crise environnementale. Pour cette journée, nous avons redirigé nos services durant la matinée à Lauberivière. Ensuite, nous avons participé à la manifestation

pour le climat et la justice sociale qui témoignait des enjeux nommés précédemment.



15 MARS 2023 - JOURNÉE INTERNATIONALE CONTRE LA BRUTALITÉ POLICIÈRE :

Dans le cadre de la 27e journée internationale contre la brutalité policière, la Clinique Droit de cité a organisé une action de mobilisation le 15 mars 2023. Cette dernière consistait à accrocher une bannière où se trouve le chantier du nouveau poste de police. Sur cette bannière, il était inscrit « Brutalité, profilage, insultes : l'impunité au SPVQ doit cesser! ». Cette action nous a permis de revendiquer l'arrêt de la brutalité policière physique, psychologique au même titre que les insultes faites par les agent.e.s du SPVQ à l'égard de citoyen.ne.s. Par cette action, nous désirons la reconnaissance du profilage social, racial et politique au sein du SPVQ ainsi que l'abolition de celui-ci.



22 MARS 2023 - QUÉBEC RÉVEIL ENTREVUE :

Le 22 mars 2023, notre collègue Chloé Proulx était à l'antenne de CKIA FM à l'émission Québec Réveille dans le but de faire connaître la Clinique, ses services et ses revendications, mais aussi pour parler des enjeux liés au profilage social et à la judiciarisation de l'itinérance à Québec. La discussion a été fort intéressante et nous espérons avoir pu sensibiliser un maximum de citoyen.ne.s avec cette intervention.

26 MARS 2023 - MARCHÉ RÉGIONALE CONTRE LE RACISME :

Le 26 mars 2023, nous avons participé à la marche régionale contre le racisme qui revendique des permis de travail ouverts,

renouvelables et sans restriction pour les travailleur.euse.s migrant.e.s temporaires, que les interpellations et les interceptions aléatoires des policiers cessent et qu'un plus grand soutien soit offert aux demandeurs d'asile lors de leur arrivée et le traitement de leur dossier soit effectué dans des délais plus rapide.



27 MARS 2023 - CONFÉRENCE DE PRESSE

Dans le cadre d'une conférence de presse organisée par un Collectif pour un Québec sans pauvreté le 27 mars 2023, la coordonnatrice de la Clinique Droit de cité a pris la parole à propos du financement accordé à la lutte contre la pauvreté. Cette prise de parole dénonce que les solutions proposées par le gouvernement actuel pour lutter contre la pauvreté ne sont pas suffisantes et qu'il serait essentiel d'investir davantage dans la lutte contre la pauvreté.

REPRÉSENTATION ET CONCERTATION

Dans l'optique d'un partage de connaissances et de compétences, Droit de cité est présent sur plusieurs comités qui réunissent différents organismes du quartier St-Roch. Ces collaborations permettent d'être complémentaires dans l'atteinte d'objectifs communs, de développer une vision plus systémique des enjeux et de réfléchir des solutions qui dépassent nos limites individuelles. Bien qu'il soit parfois difficile de partager son temps aux tâches quotidiennes que nous devons remplir, la synergie du travail collaboratif est très positive pour la poursuite de nos missions collectives et individuelles.

Comités

- Vie de Parvis (Engrenage)
- Comité Babillard (Engrenage)
- Espace Cohabitation Centre-Ville
- Comité stratégie et action du RAIIQ (RAIIQ)
- RAIIQ
- REPAC
- Coalition régionale justice climatique et sociale (REPAC)
- ODP
- Mouvement fécal (devenu Rejoins-moi) – Comité citoyen.ne.s

VIE INTERNE



Rencontres d'équipe hebdomadaires

Cette année, avec la fin de la période marquée par la COVID-19, nos rencontres d'équipe ont repris leur cours. Chaque semaine, ces rencontres ont permis à chacun.e de nommer comment il ou elle allait, et ceci avant de nous lancer trop rapidement dans les points prévus à l'ordre du jour : les points de suivis, les points d'information et les discussions entourant des situations vécues ou la réalité du moment.

La poursuite d'un virage numérique

Après l'amorce d'un virage numérique à la Clinique Droit de cité l'an dernier avec l'acquisition d'une imprimante multifonction et d'une base de données, c'est l'embauche d'une personne à l'archivistique qui a permis à l'équipe de poursuivre dans cette direction en 2022-2023. En effet, au cours de son contrat, l'archiviste a débuté le transfert d'informations vers la base de données et établi un plan de travail pour les membres de l'équipe pour l'utilisation de cet outil. La Clinique a aussi fait l'achat d'un scanner afin de permettre le transfert des anciens dossiers papiers vers des dossiers électroniques. Finalement, l'équipe s'est dotée d'ordinateurs portables afin de remplacer les tours, permettant donc aux employé.e.s d'avoir accès à la même information autant au bureau qu'à la maison ou dans les organismes communautaires fréquentés.



PARTENARIATS

Alliances pour la solidarité – région de la Capitale-Nationale

L'initiative « Mobilisation, concertation et sensibilisation sur les enjeux de judiciarisation vécus par les personnes en situation d'itinérance », pour laquelle est embauché un organisateur.trice communautaire de la Clinique Droit de cité, est réalisée par les Alliances pour la solidarité – région de la Capitale-Nationale, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. En ce sens, nous sommes heureux d'obtenir ce financement depuis maintenant trois années consécutives.

Accès Savoirs

Encore cette année, un partenariat entre la Clinique Droit de cité et la boutique des sciences et des savoirs de l'Université Laval, Accès Savoirs, a été établi. C'est une chance que de pouvoir compter sur cet important organisme qui facilite le maillage entre le milieu de la recherche et les milieux de pratique. La Clinique Droit de cité, dans sa volonté de développer un projet de recherche portant sur les défis de l'accompagnement et de l'intervention auprès de personnes marginalisées, en contexte judiciaire, a fait appel à Accès Savoirs. Ainsi, nous avons fait la rencontre d'Alexandre Béland-Ouellette, un chercheur de l'Université Laval, financé par le programme Mitacs. Par le biais de discussions avec les participant.e.s et personnes œuvrant dans le milieu de la Clinique Droit de cité, Alexandre recueille l'information nécessaire pour ce projet de recherche.

Centraide – Québec et Chaudière-Appalaches

Centraide - Québec et Chaudière-Appalaches participe au rayonnement de la mission de la Clinique Droit de cité en étant un important partenaire financier. Dès les débuts, via son Fonds des initiatives communautaires, Centraide a soutenu la Clinique Droit de cité dans son démarrage et dans l'ensemble des étapes visant à se doter d'une structure viable. Nous sommes dorénavant accompagnés et soutenus par Centraide - Québec et Chaudière Appalaches en tant qu'organisme associé.

L'Observatoire des profilages

La Clinique Droit de cité est membre partenaire de l'Observatoire des profilages, un groupe de recherche partenariale dirigé par Céline Bellot, professeure et directrice de l'École de travail social à l'Université de Montréal. L'Observatoire des profilages se veut une « coalition entre les milieux universitaire, communautaire et institutionnel » ayant pour objectif « de documenter les différents types de profilage ». La Clinique Droit de cité soutient et participe aux différentes activités de développement et de diffusion des connaissances proposées par l'Observatoire des profilages. Entre autres, les membres chercheurs et chercheuses de l'Observatoire des profilages apportent un nouvel éclairage et offre une meilleure compréhension des réalités et situations vécues par les personnes en situation d'itinérance, notamment celles surjudicialisées.

SOQUIJ

La Clinique Droit de cité continue de bénéficier d'une entente avec la Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ) qui lui permet d'accéder gratuitement aux pluinatifs de l'ensemble des participant.e.s. Cela nous a permis pour l'année 2021-2022 d'économiser un montant de 18 414,45\$. Nous pouvons donc dire que SOQUIJ est un soutien significatif à la Clinique Droit de cité.

Vers un chez soi : la stratégie canadienne de lutte contre l'itinérance

Vers un chez soi est un programme communautaire ayant comme objectif de prévenir ainsi que de diminuer l'itinérance au Canada. Le financement de ce programme permet à la Clinique Droit de cité de développer une réflexion collective sur les alternatives à faire appel à la police lors d'enjeux de cohabitation. Ainsi, explorer et établir des pistes de solutions à la judiciarisation. Cela a été réalisé, entre autres, par le biais de kiosques d'information et de sensibilisation, de nos implications sur divers comités, de la mise à jour de nos formations.

SACAIS

Le secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS) est un soutien financier aux organismes communautaires. Ce programme permet de soutenir la mission de la Clinique Droit de cité et contribuer au développement de l'organisme.

L'Université Laval

L'université Laval nous a offert l'opportunité d'avoir une stagiaire au baccalauréat en travail social. Cette stagiaire a effectué un stage à l'intervention d'une durée de 8 mois. Nous sommes heureux d'avoir eu la chance de partager notre détermination à défendre les droits des personnes marginalisées et judiciarisées à cette étudiante.



DANS LES MÉDIAS

- **Lettre ouverte/** « Des organismes de défense de droits de la ville de Québec déplorent le manque d'écoute de la part des élu.e.s municipaux en matière de profilage racial et social » (auteurs), paru sur le site web de la Clinique Droit de Cité, 19 avril 2022, http://www.cliniquedroitdecite.org/organismes-de-defense-de-droits-de-ville-de-quebec-deplorent-manque-decoute-de-part-elu-e-s-municipaux-matiere-de-profilage-racial-social/?fbclid=IwAR3olaVF42mIR-plmk_pILczK30KEwYENySUmbSiB_3u01zYbbLR1iEyhCy4
- **Entrevue radio/** « Chronique du Répaq avec Chloé Proulx, coordonnatrice de la Clinique Droit de Cité » à l'émission Québec Réveille sur les ondes de CKIA, 21 mars 2023, <https://fb.watch/kHoDbIbx-n/>
- **Sortie de Presse/** « Sortie de presse aux côtés du Collectif pour un Québec sans pauvreté, en réaction au budget du Québec proposé le 21 mars dernier », sur la page Facebook du Collectif pour un Québec sans pauvreté, 4 avril 2023, <https://fb.watch/kHpeLGtD0-/>
- **Intervention au conseil municipal/** « Intervention de Sabryna Boulanger au conseil municipal », sur la page Facebook de la Clinique Droit de Cité, 10 février 2023, <https://fb.watch/kVJLFEL2DB/>



C L I N I Q U E
DROITDECITE

